

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 MAI 1919.

Proposition de loi modifiant les lois du 11 avril 1895 relative à la formation des listes des électeurs communaux, et du 12 septembre 1895 relative aux élections communales.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Nous avons l'honneur de soumettre aux délibérations de la Chambre un projet de loi relatif à l'électorat communal.

Ce projet est appelé à donner une solution à l'un des nombreux problèmes qui préoccupent le pays au moment où sa libération soulève la redoutable question de la restauration nationale.

Le mandat d'une série de conseillers communaux est échu et a été prorogé par un arrêté-loi. L'autre série est sortante en 1919.

A première vue, il semble donc qu'il n'y ait là rien d'anormal.

Mais en fait, il en est autrement. En effet, dans de nombreuses communes, les Conseils ont été décimés au cours des années de guerre.

Il en est qui ne comportent plus le nombre légal de conseillers qui permette à l'assemblée de délibérer valablement.

Dans d'autres, le Conseil est réduit au personnel strictement nécessaire, si bien qu'il y a pratiquement une difficulté extrême pour ces Conseils à se réunir dans les conditions normales.

Il en résulte que de nombreuses communes, surtout dans la partie rurale du pays, se trouvent en réalité dépourvues de leurs organismes essentiels, à un moment où, par suite de la guerre, la gestion des intérêts est particulièrement difficile.

Cette situation est extrêmement grave, et il est urgent que les Conseils communaux soient reconstitués le plus tôt possible.

H

Il en est d'autant plus ainsi, qu'à raison des conséquences entraînées par la période d'occupation du pays, les décisions à prendre par les autorités communales engagent vraisemblablement un long avenir, et c'est l'instant de leur donner un crédit nouveau.

La loi qui nous occupe doit prévoir le prochain renouvellement des Conseils communaux et permettre à ceux-ci de se compléter, non plus par le vote plural, mais par le suffrage universel.

Il est inutile d'insister sur les diverses modifications que nous apportons à la loi qui est actuellement en vigueur. Les longs débats qui viennent de se terminer par un vote unanime du Parlement sur l'électorat général, apportent la justification des mesures préconisées.

Nous proposons l'âge de 21 ans, avec six mois de résidence. Quant à l'électorat féminin, faut-il en parler?...

Beaucoup d'esprits éminents, sans distinction de partis, ont toujours jugé que l'appel de la femme aux urnes était une question de droit et de justice.

Cette opinion semble prévaloir en ce moment dans le monde entier, et toutes les démocraties, les unes après les autres, font accueil au suffrage féminin jugeant que la femme a le droit de participer à l'administration et à la sauvegarde de ses intérêts.

Peut-il y avoir encore des opposants à cette juste réforme après les leçons de la guerre?

Les femmes, par leur attitude et par leurs actes, ont acquis droit de cité, à l'égal des hommes, et si, dans le passé, leur droit naturel a pu être ignoré sous l'empire des traditions qu'il serait malaisé de justifier, n'y aurait-il pas iniquité flagrante à le méconnaître désormais?

Nous proposons ensuite la représentation proportionnelle intégrale. Il y a une modification que nous voudrions voir adopter, c'est celle du renouvellement intégral, tous les huit ans, en une série unique.

Actuellement déjà, les sénateurs, conseillers provinciaux et conseillers communaux sont élus pour huit ans. Mais leurs mandats sont renouvelés par moitié tous les quatre ans. Cette mesure était justifiée en l'absence de la représentation proportionnelle, car les graves inconvénients qui pouvaient résulter d'un renouvellement complet du corps politique par suite d'un revirement de l'opinion publique étaient évidents. Il était bon que les nouveaux venus y trouvent des « anciens » pour les initier à leur charge nouvelle. Par la représentation proportionnelle, la crainte de voir un corps politique renouvelé entièrement est nulle.

Les fluctuations de la politique n'amèneront jamais un changement complet des mandataires communaux. Dès lors, pourquoi troubler si souvent l'opinion publique; jamais les corps politiques ou administratifs ne délibèrent dans un plus grand calme que lorsqu'ils peuvent se dégager des soucis électoraux.

Nous maintenons donc la durée du mandat des conseillers communaux à huit ans, mais nous proposons le renouvellement intégral en une fois, et en une série, supprimant donc les deux séries existant actuellement.

Nous maintenons aussi le droit de panacher, tel qu'il se trouve dans la loi actuelle. Nous le croyons nécessaire. Autant sa suppression se justifie dans des élections purement politiques, telles les élections législatives, autant nous estimons que, dans les élections communales, d'où la politique devrait être complètement exclue, l'électeur doit avoir le droit de choisir ceux qui lui semblent les plus aptes à bien gérer sa commune.

Nous supprimons les conseillers communaux supplémentaires. L'opinion publique semble unanime à réclamer cette mesure.

Les autres modifications que cette loi apporterait découlent des principes essentiels que nous venons d'énumérer.

Nous espérons que la Chambre donnera une solution rapide aux problèmes soulevés par le projet de loi actuel, afin que les communes puissent compléter et renouveler les Conseils communaux en novembre prochain. Il ne faut à cet effet aucune loi spéciale. Les mandats d'une série, prolongés par l'arrêté-loi de 1915, sont échus par suite de la cessation de la guerre ; les mandats de l'autre série viennent à leur échéance ordinaire. Nous espérons que ce projet trouvera le même accord patriotique que celui qu'a rencontré le projet de loi législatif.

Marquis IMPERIALI.

Proposition de loi modifiant les lois du 11 avril 1895 relative à la formation des listes des électeurs communaux, et du 12 septembre 1895 relative aux élections communales.

TITRE PREMIER.

**Modifications
à la loi du 11 avril 1895.**

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions ci-après de la loi du 11 avril 1895 relatives à la formation des listes des électeurs communaux sont abrogées, remplacées ou modifiées de la manière suivante :

ARTICLE PREMIER. — Sont électeurs pour la commune ceux qui, sans distinction de sexe, possédant la qualité de Belge ou ayant obtenu la naturalisation, ont atteint l'âge de 21 ans et sont domiciliés dans la commune depuis six mois au moins.

ART. 2. — Les dispositions de l'article 2, alinéa 1^{er}, et des articles 20 à 23 du Code électoral (loi du 12 avril 1894) relatives à la constatation de la qualité d'électeur, aux exclusions et aux suspensions, sont applicables aux électeurs communaux.

L'article 61 dudit Code n'est applicable qu'aux sous officiers, caporaux et soldats incorporés après le 11 novembre 1918.

La partie finale du 1^{er} alinéa du 2^o de l'article 21, à partir des mots : « ou de l'une des infractions », est modifiée comme suit : « ou de l'une des infrac-

Wetsvoorstel tot wijziging der wet van 11 April 1895 op het opmaken van de kiezerslijsten voor de gemeente en der wet van 12 September 1895 op de gemeenteverkiezingen.

EERSTE TITEL.

**Wijzigingen
in de wet van 11 April 1895.**

EERSTE ARTIKEL.

Onderstaande bepalingen der wet van 11 April 1895 betreffende het opmaken van de kiezerslijsten voor de gemeente worden ingetrokken, vervangen of gewijzigd als volgt :

EERSTE ARTIKEL. — Zijn kiezer voor de gemeente zij, die, zonder onderscheid van kunne, de hoedanigheid van Belg bezitten of de naturalisatie hebben bekomen en tevens den leeftijd van 21 jaar hebben bereikt en sedert ten minste zes maand hunne woonplaats in de gemeente hebben.

ART. 2. — Het bepaalde in artikel 2, 1^o lid, en in de artikelen 20 tot 23 van het Kieswetboek (wet van 12 April 1894) betreffende de vaststelling van de hoedanigheid van kiezer, de uitsluitingen en schorsingen, is van toepassing op de kiezers voor de gemeente.

Artikel 61 van dit Wetboek is slechts van toepassing op de onderofficieren, korporalen en soldaten die na 11 November 1918 werden ingelijfd.

Het slot van het 1^o lid van n^o 2^o van artikel 21, vanaf de woorden : « of wegens eene der overtredingen », wordt gewijzigd als volgt : « of wegens

tions prévues aux articles 311, 372 à 382, 387 à 395, 454 et 455 du Code pénal, au chapitre II, du titre I^{er} du livre II du même Code tel qu'il a été modifié par la loi du 4 août 1914 et par les arrêtés-lois du 14 octobre 1916 et du 8 avril 1917, ou prévues par la loi du 4 août 1914 sur l'accaparement ou par les arrêtés-lois du 10 décembre 1916 et du 8 octobre 1918 ».

ART. 3. — Est abrogé.

ART. 4. — Est abrogé.

ART. 5, alinéa 2. — Les mots : « depuis trois ans au moins », sont remplacés par : « depuis six mois au moins ».

ART. 7. — Sont abrogés les alinéas 7 et 8 de l'article 68 du Code électoral.

A l'alinéa 2 du même article, les mots : « depuis moins d'un an », sont remplacés par : « depuis moins de six mois ».

ART. 8. — Sont ajoutés les mots : « sauf les modifications résultant de la suppression des votes supplémentaires et de la réduction de la durée du domicile ».

Les dates et les délais fixés par ces dispositions seront remplacés par ceux que déterminera un arrêté royal.

TITRE II.

Modifications à la loi du 12 septembre 1895.

ART. 2.

Les dispositions ci-après de la loi du 12 septembre 1895 relatives aux élec-

tions prévues aux articles 311, 372 à 382, 387 à 395, 454 et 455 van het Strafwetboek, bij hoofdstuk II, titel I, boek II, van hetzelfde Wetboek zooals het werd gewijzigd door de wet van 4 Augustus 1914 en de besluit-wetten van 14 October 1916 en 8 April 1917, of voorzien bij de wet van 4 Augustus 1914 op den warenwoeker of bij de besluit-wetten van 10 December 1916 en 8 October 1918 ».

ART. 3. — Wordt ingetrokken.

ART. 4. — Wordt ingetrokken.

ART. 5, § 2. — De woorden : « sedert ten minste drie jaar », worden vervangen door de woorden : « sedert ten minste zes maand ».

ART. 7. — Lid 7 en lid 8 van artikel 68 van het Kieswetboek worden ingetrokken.

In lid 2 worden de woorden : « sedert min dan een jaar » vervangen door de woorden : « sedert min dan zes maand ».

ART. 8. — De volgende woorden worden toegevoegd : « behoudens de wijzigingen voortvloeiende uit de afschaffing van de bijkomende stemmen en uit de vermindering van den duur der woonplaats ».

De datums en de termijnen, door deze bepalingen vastgesteld, worden vervangen door die, bij koninklijk besluit vast te stellen.

TITEL II.

Wijzigingen in de wet van 12 September 1895.

ART. 2.

Onderstaande bepalingen der wet van 12 September 1895 betreffende de ge-

tions communales sont abrogées, remplacées ou modifiées de la manière suivante :

ARTICLE PREMIER. — L'alinéa premier de l'article 1^{er} est complété par la disposition suivante :

« La prochaine réunion des électeurs communaux à l'effet de procéder au renouvellement intégral des conseils communaux aura lieu le deuxième dimanche de novembre. »

ART. 2. — Le nombre « 400 » est remplacé par « 600 ».

ART. 8. — Le § 1^{er} est modifié comme suit :

« Le président de chaque bureau désigne comme assesseurs et assesseurs suppléants huit électeurs de la section. »

ART. 13. — Au premier alinéa, les mots : « jouissant du quadruple et subsidiairement du triple et du double vote », sont supprimés.

ART. 16. — Au troisième alinéa, les mots : « ainsi que le nombre de votes que les listes électorales lui attribuent pour les élections communales », sont supprimés.

ART. 18. — La partie finale de l'article 18, à partir des mots : « si des candidats sont présentés... », est supprimée.

ART. 20. — Sont supprimés, dans le deuxième alinéa, les mots : « pour une même série du conseil ou » ; et dans le troisième alinéa, les mots : « ou pour l'une des séries du conseil communal ».

ART. 21. — Le dernier alinéa est supprimé.

ART. 22. — Au premier alinéa, les mots « de couleur blanche pour la première série et de couleur rose pour la seconde série », sont supprimés.

meenteverkiezingen worden ingetrokken, vervangen of gewijzigd als volgt :

EERSTE ARTIKEL. — Het eerste lid van dit artikel wordt aangevuld door de navolgende bepaling :

« De eerstkomende vergadering van de kiezers voor de gemeente om tot de geheele herkiezing van de gemeenteraden over te gaan heeft plaats den tweeden Zondag van November. »

ART. 2. — Het getal « 400 » wordt vervangen door « 600 ».

ART. 8. — Het eerste lid wordt gewijzigd als volgt :

« De voorzitter van elk bureel wijst acht kiezers der afdeeling aan als bijzitters en plaatsvervangende bijzitters. »

ART. 13. — In het eerste lid, worden de woorden : « die het vierdubbel stemrecht bezitten, of, zoo noodig, die het driedubbel of het dubbel stemrecht hebben » weggelaten.

ART. 16. — In het derde lid, worden de woorden : « alsmede het getal stemmen, dat de kiezerslijsten hem toekennen voor de gemeenteverkiezingen » weggelaten.

ART. 18. — De slotzin : « Indien kandidaten worden voorgesteld... » verval.

ART. 20. — Worden weggelaten, in het tweede lid, de woorden : « voor eene zelfde reeks van den raad of » en, in het derde lid, de woorden : « of voor eene der reeksen van den gemeenteraad ».

ART. 21. — Het laatste lid wordt weggelaten.

ART. 22. — In het eerste lid, worden de woorden : « van witte kleur voor de eerste reeks en van rozenkleur voor de tweede reeks » weggelaten.

ART. 28. — Au premier alinéa, *in fine*, les mots : « avec mention du nombre de voix qui leur est reconnu », sont supprimés.

Le dernier alinéa est complété comme il suit : « ou à ceux qui faisaient partie de l'armée avant le 12 novembre 1918 ».

ART. 29. — Le premier alinéa est modifié comme suit :

« L'électeur reçoit un bulletin des mains du président. »

Le dernier alinéa est supprimé.

ART. 31. — Au premier alinéa, les mots : « et séparément pour chacune des séries, s'il y a lieu, le nombre des bulletins qu'ils ont déposés dans l'urne, » sont supprimés.

ART. 39. — Les deux derniers alinéas sont supprimés.

ART. 40. — Les mots : « pour chacune des séries du conseil et », sont supprimés.

ART. 42. — Cet article est remplacé par le suivant :

« Lorsqu'il n'y a qu'un membre à élire, le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages est élu. »

ART. 43. — Cet article est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsqu'il y a plus d'un membre à élire, il est pourvu aux sièges conformément aux règles suivantes : »

ART. 45. — Les alinéas 2 et 3 sont supprimés.

ART. 48. — Les mots : « pour les deux séries du conseil communal ou », sont supprimés, ainsi que les mots : « série ou ».

ART. 52 à 61. — Les articles 52 à 61 sont supprimés.

ART. 28. — Aan het slot van het eerste lid vervallen de woorden : « met vermelding van het getal stemmen dat hun toegekend werd ».

Het laatste lid wordt aangevuld als volgt : « noch op hen, die vóór 12 November 1918 deel uitmaakten van het leger ».

ART. 29. — Het eerste lid wordt gewijzigd als volgt :

« De kiezer ontvangt eenen stembrief uit handen van den voorzitter »

Het laatste lid vervalt.

ART. 31. — In het eerste lid, worden de woorden : « en, desgevallende afzonderlijk voor elke reeks, het getal der in de bus gestoken kiesbrieven » weggelaten.

ART. 39. — Het voorlaatste lid en het laatste lid vervallen.

ART. 40. — De woorden : « voor elke reeks van den raad en » worden weggelaten.

ART. 42. — Dit artikel wordt vervangen door de navolgende bepaling :

« Is er slechts één lid te verkiezen, dan wordt benoemd de candidaat, die de meeste stemmen heeft verkregen. »

ART. 43. — Dit artikel wordt vervangen door de navolgende bepaling :

« Is er meer dan één lid te verkiezen, dan worden de zetels begeven naar de volgende regelen : »

ART. 45. — Lid 2 en lid 3 vervallen.

ART. 48. — Worden weggelaten de woorden : « voor de twee reeksen van den gemeenteraad of », alsmede de woorden : « reeks of ».

ART. 52 tot 61. — De artikelen 52 tot 61 vervallen.

Art. 62. — Au deuxième alinéa, les mots : « comme aux élections pour la désignation des conseillers communaux supplémentaires », sont supprimés.

Au troisième alinéa, la partie finale, à partir des mots : « L'absence à une élection... », sont remplacés par la disposition suivante :

« L'absence à une élection communale succédant à une absence à une élection provinciale ou générale, ne constitue pas le délinquant en état de récidive. »

Art. 64. — Au premier alinéa, les mots : « comme aux élections pour la désignation des conseillers communaux supplémentaires », sont supprimés.

Art. 70. — Le dernier alinéa est supprimé.

Art. 75. — Le dernier alinéa est supprimé.

Art. 76. — Le dernier alinéa est supprimé.

Art. 77. — Cet article est supprimé.

Art. 79. — Cet article est supprimé.

Art. 82. — Cet article est remplacé par la disposition suivante :

« Les membres du corps communal sortant lors du renouvellement ordinaire ou d'un renouvellement extraordinaire à la suite d'une dissolution des conseils communaux et les démissionnaires restent en fonction jusqu'à ce que les pouvoirs de leurs successeurs aient été vérifiés.

Art. 84. — Le dernier alinéa est supprimé.

Art. 62. — In het tweede lid, worden de woorden : « evenals op de verkiezingen voor de aanwijzing der toegevoegde gemeenteraadsleden » weggelaten.

In het derde lid, wordt de slotzin : « De afwezigheid bij eene verkiezing... » vervangen door de navolgende bepaling :

« De afwezigheid bij eene gemeenteverkiezing, volgende op eene afwezigheid bij eene verkiezing voor de provincie of voor de Kamers, stelt den overtreder niet in staat van hervalling. »

Art. 64. — In het eerste lid, worden de woorden : « evenals op de verkiezingen voor de aanwijzing der toegevoegde gemeenteraadsleden » weggelaten.

Art. 70. — Het laatste lid vervalt.

Art. 75. — Het laatste lid vervalt.

Art. 76. — Het laatste lid vervalt.

Art. 77. — Dit artikel wordt weggelaten.

Art. 79. — Dit artikel wordt weggelaten.

Art. 82. — Dit artikel wordt vervangen door de navolgende bepaling :

« De leden van het gemeentekorps, aftredende bij de gewone vernieuwing of bij eene buitengewone vernieuwing wegens ontbinding van de gemeenteraden, alsmede de ontslagnemers blijven in bediening totdat de geloofsbrieven hunner opvolgers zijn goedgekeurd ».

Art. 84. — Het laatste lid vervalt.

ART. 3.

Les instructions pour l'électeur, visées à l'article 16, sont modifiées comme suit :

2. L'électeur peut voter pour candidats au Conseil communal [savoir : pour la section de ; pour la section de ; etc. (1)].

3. Au premier alinéa, les mots : [pour chaque section (1)] sont supprimés.

Le troisième alinéa est supprimé.

5. Cette disposition est remplacée par la suivante :

« L'électeur, sur remise de sa lettre de convocation, reçoit un bulletin des mains du président. Après avoir arrêté son vote, il lui montre son bulletin, plié en quatre à angles droits, le timbre étant à l'extérieur, et il le dépose dans l'urne après avoir fait estampiller sa lettre de convocation par le président ou par l'assesseur délégué ; puis il sort de la salle. »

6. Les mots : « ses bulletins », sont remplacés par : « son bulletin ».

8. Après les mots : « et soldats », est intercalée la phrase suivante : « qui ne faisaient pas partie de l'armée avant le 12 novembre 1918 ».

ART. 4.

Le Gouvernement fera coordonner les dispositions de la présente loi avec celles des lois des 11 avril 1895 et du 12 septembre 1895 qui restent en vigueur.

ART. 3.

De bij artikel 16 bedoelde onderrichtingen voor den kiezer worden gewijzigd als volgt :

2. De kiezer mag stemmen voor kandidaten voor den gemeenteraad [namelijk : voor de wijk ; voor de wijk ; enz. (1)].

3. In het eerste lid, worden de woorden : [voor elke wijk (1)] weggelaten. Het derde lid vervalt.

5. Deze bepaling wordt vervangen door den volgende tekst :

« Bij het afgeven van zijnen oproepingsbrief ontvangt de kiezer eenen stembrief uit handen van den voorzitter. Na zijne stemming te hebben uitgebracht, toont hij hem zijnen stembrief, rechthoekig in vieren gevouwen en met den stempel op de buitenzijde, en steekt hij hem in de bus na zijnen oproepingsbrief te hebben doen stemmen door den voorzitter of den afgevaardigden bijzitter ; daarna verlaat hij de zaal. »

6. De woorden : « zijne kiesbrieven » worden vervangen door de woorden : « zijnen stembrief ».

8. Na de woorden : « en soldaten » wordt het volgende ingevoegd : « die vóór 12 November 1918 geen deel uitmaakten van het leger ».

ART. 4.

De Regeering wordt gelast de bepalingen van deze wet samen te ordenen met die der wetten van 11 April 1895 en van 12 September 1895, welke van kracht blijven.

Le texte des dispositions coordonnées, formant les lois relatives à la formation des listes des électeurs communaux et aux élections communales sera inséré au *Moniteur*.

De tekst van de samengeordende bepalingen, welke de wetten op het opmaken van de kiezerslijsten voor de gemeente en op de gemeenteverkiezingen uitmaken, zal in het *Staatsblad* opgenomen worden.

MARQUIS IMPERIALI.

R. COLAERT.

H. CARTON DE WIART.

PAUL SEGERS.

MICHEL LEVIE.

NICOLAS GOBLET.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 7 MEI 1919.

Wetsvoorstel tot wijziging der wet van 11 April 1895 op het opmaken van de kiezerslijsten voor de gemeente en der wet van 12 September 1895 op de gemeenteverkiezingen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Wij hebben de eer een wetsvoorstel betreffende het kiesrecht voor de gemeente aan de beraadslagingen der Kamer te onderwerpen.

Dit voorstel beoogt de oplossing van een der talrijke vraagstukken, waarom het land zich bekommert op het oogenblik dat zijne bevrijding de gewichtige vraag van den nationalen wederopbouw doet oprijzen.

Het mandaat van eene reeks gemeenteraadsleden is vervallen en werd bij een besluit-wet verlengd; de andere reeks treedt in 1919 af.

Op het eerste gezicht schijnt hier dus niets ongewoons te bestaan.

Werkelijk is het echter anders. Inderdaad, in talrijke gemeenten werd het getal gemeenteraadsleden gedurende den oorlog zeer gedund.

Sommige raden hebben niet meer het wettelijk getal leden, vereischt om geldig te kunnen beraadslagen.

In andere raden is het getal op het streng noodige geslonken, zoodat het voor die raden feitelijk hoogst moeilijk is, in de normale voorwaarden te vergaderen.

Daaruit volgt dat tal van gemeenten, vooral op het platteland, werkelijk van hunne hoofdzakelijke instellingen beroofd zijn, en wel wanneer het ten gevolge van den oorlog uiterst moeilijk is, het beheer der zaken waar te nemen.

Deze toestand is zeer erg en het is dringend noodig dat de gemeenteraden zoo spoedig mogelijk weer hersteld worden.

Dat is des te meer noodig, daar de gemeenteoverheden, wegens de gevolgen van de handelingen der bezetting, beslissingen moeten nemen, die wellicht voor een lange toekomst verbindend zijn; bijgevolg moet men aan de gemeenteraden een nieuw gezag verleenen.

De wet, waarvan sprake is, moet de aanstaande herkiezing van de gemeenteraden voorzien en deze toelaten zich aan te vullen, niet door het meervoudig stemrecht, maar door het algemeen stemrecht.

Het is overbodig aan te dringen op de onderscheidene wijzigingen, die wij brengen in de thans van kracht zijnde wet. De lange debatten, die pas een einde namen door eene eenparige aanneming van het algemeen stemrecht in het Parlement, billijken de aangeprezen maatregelen.

Wij stellen den leeftijd van 21 jaar voor, met zes maanden verblijf. Wat het vrouwenkiesrecht betreft, dient daarvan te worden gesproken?

Vele uitstekende mannen, zonder onderscheid van partij, hebben altijd geoordeeld dat het vrouwenkiesrecht eene zaak van recht en billijkheid is.

Deze meening schijnt thans ingang te vinden in de gansche wereld; in alle landen met een volksregeering wordt het vrouwenkiesrecht achtereenvolgens ingevoerd, op grond dat de vrouw het recht heeft deel te nemen aan het beheer en de vrijwaring harer belangen.

Zou men zich, na de lessen van den oorlog, nog kunnen verzetten tegen die rechtvaardige hervorming?

De vrouwen hebben door hunne houding en door hunne daden recht op medezeggenschap verworven gelijk de mannen, en, werd in het verleden hun natuurlijk recht onder den drang van niet te rechtvaardigen overleveringen miskend, zou het dan geen schreeuwend onrecht zijn het voortaan nog te miskennen?

Wij stellen vervolgens de algeheele evenredige vertegenwoordiging voor. Eene wijziging wenschen wij te zien invoeren, namelijk die van de geheele herkiezing, om de acht jaren, in eene enkele reeks.

Thans reeds worden de senatoren, de provinciale raadsleden en de gemeenteraadsleden voor acht jaren verkozen; hunne mandaten worden echter, voor de helft, om de vier jaren hernieuwd. Deze maatregel was gerechtvaardigd, toen de evenredige vertegenwoordiging nog niet bestond; immers, klaarblijkelijk waren de zwaarwichtige bezwaren die uit een volledige hernieuwing van een politiek lichaam konden voortvloeien ten gevolge van eene kentering der openbare meening. De nieuw aangekomenen dienden er « ouderen » te ontmoeten om ze op de hoogte van hunne nieuwe taak te brengen. Door de evenredige vertegenwoordiging behoeft men niet te vreezen dat, bij eene verkiezing, een politiek lichaam heelemaal uit nieuwe leden zou bestaan.

De schommelingen van de politiek zullen nooit een volledige verandering brengen in de verkozenen der gemeenten. Waarom zou men dan zoo dikwijls de openbare meening in beroering brengen? Nooit beraadslagen de politieke of besturende lichamen met grootere kalme dan wanneer zij van verkiezingsbekommeringen bevrijd zijn.

Wij behouden bijgevolg den duur van acht jaren voor het mandaat der gemeenteraadsleden, doch wij stellen de volledige vernieuwing voor bij eene enkele verkiezing en in ééne reeks; zóó vallen de twee thans bestaande reeksen weg.

Wij behouden ook het recht om voor candidaten van verschillende lijsten te stemmen, zooals dit in de tegenwoordige wet bestaat. Wij achten zulks noodig. Bij zuiver politieke verkiezingen als de verkiezingen voor de Wetgevende Kamers is het gerechtvaardigd bedoeld recht te ontfeggen, maar evenzeer zijn wij van meening dat bij de gemeenteverkiezingen, waaruit elke politiek zou moeten wijken, de kiezer het recht hebben moet om degenen te verkiezen, die hij het bekwaamst acht om zijne gemeente goed te besturen.

Wij schaffen de toegevoegde gemeenteraadsleden af. De openbare meening schijnt dien maatregel algemeen te eischen.

De overige wijzigingen, welke deze wet invoeren zou, vloeien voort uit de hoofdzakelijke beginselen, die wij zooeven opsomden.

Wij hopen dat de Kamer de vraagstukken, door dit wetsvoorstel te berde gebracht, spoedig oplossén zal, opdat de gemeenteraden in November aanstaande kunnen aangevuld en vernieuwd worden. Daartoe is geen bijzondere wet noodig. De mandaten van eene reeks, verlengd door liet besluit wet van 1915, zijn vervallen ten gevolge van het ophouden van den oorlog; de mandaten van de andere reeks vervallen op den gewonen tijd. Wij hopen dat dit voorstel met dezelfde vaderlandsche eensgezindheid zal worden onthaald als het ontwerp op de verkiezingen voor de Wetgevende Kamers.

Markies IMPERIALI.

Proposition de loi modifiant les lois du 11 avril 1895 relative à la formation des listes des électeurs communaux, et du 12 septembre 1895 relative aux élections communales.

TITRE PREMIER.

**Modifications
à la loi du 11 avril 1895.**

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions ci-après de la loi du 11 avril 1895 relatives à la formation des listes des électeurs communaux sont abrogées, remplacées ou modifiées de la manière suivante :

ARTICLE PREMIER. — Sont électeurs pour la commune ceux qui, sans distinction de sexe, possédant la qualité de Belge ou ayant obtenu la naturalisation, ont atteint l'âge de 21 ans et sont domiciliés dans la commune depuis six mois au moins.

ART. 2. — Les dispositions de l'article 2, alinéa 1^{er}, et des articles 20 à 23 du Code électoral (loi du 12 avril 1894) relatives à la constatation de la qualité d'électeur, aux exclusions et aux suspensions, sont applicables aux électeurs communaux.

L'article 61 dudit Code n'est applicable qu'aux sous-officiers, caporaux et soldats incorporés après le 11 novembre 1918.

La partie finale du 1^{er} alinéa du 2^o de l'article 21, à partir des mots : « ou de l'une des infractions », est modifiée comme suit : « ou de l'une des infrac-

Wetsvoorstel tot wijziging der wet van 11 April 1895 op het opmaken van de kiezerslijsten voor de gemeente en der wet van 12 September 1895 op de gemeenteverkiezingen.

EERSTE TITEL.

**Wijzigingen
in de wet van 11 April 1895.**

EERSTE ARTIKEL.

Onderstaande bepalingen der wet van 11 April 1895 betreffende het opmaken van de kiezerslijsten voor de gemeente worden ingetrokken, vervangen of gewijzigd als volgt :

EERSTE ARTIKEL. — Zijn kiezer voor de gemeente zij, die, zonder onderscheid van kunne, de hoedanigheid van Belg bezitten of de naturalisatie hebben bekomen en tevens den leeftijd van 21 jaar hebben bereikt en sedert ten minste zes maand hunne woonplaats in de gemeente hebben.

ART. 2. — Het bepaalde in artikel 2, 1^o lid, en in de artikelen 20 tot 23 van het Kieswetboek (wet van 12 April 1894) betreffende de vaststelling van de hoedanigheid van kiezer, de uitsluitingen en schorsingen, is van toepassing op de kiezers voor de gemeente.

Artikel 61 van dit Wetboek is slechts van toepassing op de onderofficieren, korporalen en soldaten die na 11 November 1918 werden ingelijfd.

Het slot van het 1^o lid van n^o 2^o van artikel 21, vanaf de woorden : « of wegens een der overtredingen », wordt gewijzigd als volgt : « of wegens

tions prévues aux articles 311, 372 à 382, 387 à 395, 454 et 455 du Code pénal, au chapitre II, du titre I^{er} du livre II du même Code tel qu'il a été modifié par la loi du 4 août 1914 et par les arrêtés-lois du 11 octobre 1916 et du 8 avril 1917, ou prévues par la loi du 4 août 1914 sur l'accaparement ou par les arrêtés-lois du 10 décembre 1916 et du 8 octobre 1918 ».

ART. 3. — Est abrogé.

ART. 4. — Est abrogé.

ART. 5, alinéa 2. — Les mots : « depuis trois ans au moins », sont remplacés par : « depuis six mois au moins ».

ART. 7. — Sont abrogés les alinéas 7 et 8 de l'article 68 du Code électoral.

A l'alinéa 2 du même article, les mots : « depuis moins d'un an », sont remplacés par : « depuis moins de six mois ».

ART. 8. — Sont ajoutés les mots : « sauf les modifications résultant de la suppression des votes supplémentaires et de la réduction de la durée du domicile ».

Les dates et les délais fixés par ces dispositions seront remplacés par ceux que déterminera un arrêté royal.

TITRE II.

Modifications à la loi du 12 septembre 1895.

ART. 2.

Les dispositions ci-après de la loi du 12 septembre 1895 relatives aux élec-

cene der overtredingen voorzien bij de artikelen 311, 372 tot 382, 387 tot 395, 454 en 455 van het Strafwetboek, bij hoofdstuk II, titel I, boek II, van hetzelfde Wetboek zooals het werd gewijzigd door de wet van 4 Augustus 1914 en de besluit-wetten van 11 October 1916 en 8 April 1917, of voorzien bij de wet van 4 Augustus 1914 op den warenwoeker of bij de besluit-wetten van 10 December 1916 en 8 October 1918 ».

ART. 3. — Wordt ingetrokken.

ART. 4. — Wordt ingetrokken.

ART. 5, § 2. — De woorden : « sedert ten minste drie jaar », worden vervangen door de woorden : « sedert ten minste zes maand ».

ART. 7. — Lid 7 en lid 8 van artikel 68 van het Kieswetboek worden ingetrokken.

In lid 2 worden de woorden : « sedert min dan een jaar » vervangen door de woorden : « sedert min dan zes maand ».

ART. 8. — De volgende woorden worden toegevoegd : « behoudens de wijzigingen voortvloeiende uit de afschaffing van de bijkomende stemmen en uit de vermindering van den duur der woonplaats ».

De datums en de termijnen, door deze bepalingen vastgesteld, worden vervangen door die, bij koninklijk besluit vast te stellen.

TITEL II.

Wijzigingen in de wet van 12 September 1895.

ART. 2.

Onderstaande bepalingen der wet van 12 September 1895 betreffende de ge-

tions communales sont abrogées, remplacées ou modifiées de la manière suivante :

ARTICLE PREMIER. — L'alinéa premier de l'article 1^{er} est complété par la disposition suivante :

« La prochaine réunion des électeurs communaux à l'effet de procéder au renouvellement intégral des conseils communaux aura lieu le deuxième dimanche de novembre. »

ART. 2. — Le nombre « 400 » est remplacé par « 600 ».

ART. 8. — Le § 1^{er} est modifié comme suit :

« Le président de chaque bureau désigne comme assesseurs et assesseurs suppléants huit électeurs de la section. »

ART. 13. — Au premier alinéa, les mots : « jouissant du quadruple et subsidiairement du triple et du double vote », sont supprimés.

ART. 16. — Au troisième alinéa, les mots : « ainsi que le nombre de votes que les listes électorales lui attribuent pour les élections communales », sont supprimés.

ART. 18. — La partie finale de l'article 18, à partir des mots : « si des candidats sont présentés... », est supprimée.

ART. 20. — Sont supprimés, dans le deuxième alinéa, les mots : « pour une même série du conseil ou », et dans le troisième alinéa, les mots : « ou pour l'une des séries du conseil communal ».

ART. 21. — Le dernier alinéa est supprimé.

ART. 22. — Au premier alinéa, les mots « de couleur blanche pour la première série et de couleur rose pour la seconde série », sont supprimés.

meenteverkiezingen worden ingetrokken, vervangen of gewijzigd als volgt :

EERSTE ARTIKEL. — Het eerste lid van dit artikel wordt aangevuld door de navolgende bepaling :

« De eerstkomende vergadering van de kiezers voor de gemeente om tot de geheele herkiezing van de gemeenteraden over te gaan heeft plaats den tweeden Zondag van November. »

ART. 2. — Het getal « 400 » wordt vervangen door « 600 ».

ART. 8. — Het eerste lid wordt gewijzigd als volgt :

« De voorzitter van elk buroel wijst acht kiezers der afdeeling aan als bijzitters en plaatsvervangende bijzitters. »

ART. 13. — In het eerste lid, worden de woorden : « die het vierdubbel stemrecht bezitten, of, zoo noodig, die het driedubbel of het dubbel stemrecht hebben » weggelaten.

ART. 16. — In het derde lid, worden de woorden : « alsmede het getal stemmen, dat de kiezerslijsten hem toekennen voor de gemeenteverkiezingen » weggelaten.

ART. 18. — De slotzin : « Indien kandidaten worden voorgesteld... » vervalt.

ART. 20. — Worden weggelaten, in het tweede lid, de woorden : « voor eene zelfde reeks van den raad of » en, in het derde lid, de woorden : « of voor eene der reeksen van den gemeenteraad ».

ART. 21. — Het laatste lid wordt weggelaten.

ART. 22. — In het eerste lid, worden de woorden : « van witte kleur voor de eerste reeks en van rozenkleur voor de tweede reeks » weggelaten.

ART. 28. — Au premier alinéa, *in fine*, les mots : « avec mention du nombre de voix qui leur est reconnu », sont supprimés.

Le dernier alinéa est complété comme il suit : « ou à ceux qui faisaient partie de l'armée avant le 12 novembre 1918 ».

ART. 29. — Le premier alinéa est modifié comme suit :

« L'électeur reçoit un bulletin des mains du président. »

Le dernier alinéa est supprimé.

ART. 31. — Au premier alinéa, les mots : « et séparément pour chacune des séries, s'il y a lieu, le nombre des bulletins qu'ils ont déposés dans l'urne, » sont supprimés.

ART. 39. — Les deux derniers alinéas sont supprimés.

ART. 40. — Les mots : « pour chacune des séries du conseil et », sont supprimés.

ART. 42. — Cet article est remplacé par le suivant :

« Lorsqu'il n'y a qu'un membre à élire, le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages est élu. »

ART. 43. — Cet article est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsqu'il y a plus d'un membre à élire, il est pourvu aux sièges conformément aux règles suivantes : »

ART. 45. — Les alinéas 2 et 3 sont supprimés.

ART. 48. — Les mots : « pour les deux séries du conseil communal ou », sont supprimés, ainsi que les mots : « série ou ».

ART. 52 à 61. — Les articles 52 à 61 sont supprimés.

ART. 28. — Aan het slot van het eerste lid vervallen de woorden : « met vermelding van het getal stemmen dat hun toegekend werd ».

Het laatste lid wordt aangevuld als volgt : « noch op hen, die vóór 12 November 1918 deel uitmaakten van het leger ».

ART. 29. — Het eerste lid wordt gewijzigd als volgt :

« De kiezer ontvangt eenen stembrief uit handen van den voorzitter ».

Het laatste lid vervalt.

ART. 31. — In het eerste lid, worden de woorden : « en, desgevallende afzonderlijk voor elke reeks, het getal der in de bus gestoken kiesbrieven » weggelaten.

ART. 39. — Het voorlaatste lid en het laatste lid vervallen.

ART. 40. — De woorden : « voor elke reeks van den raad en » worden weggelaten.

ART. 42. — Dit artikel wordt vervangen door de navolgende bepaling :

« Is er slechts één lid te verkiezen, dan wordt benoemd de candidaat, die de meeste stemmen heeft verkregen. »

ART. 43. — Dit artikel wordt vervangen door de navolgende bepaling :

« Is er meer dan één lid te verkiezen, dan worden de zetels begeben naar de volgende regelen : »

ART. 45. — Lid 2-en, lid 3 vervallen.

ART. 48. — Worden weggelaten de woorden : « voor de twee reeksen van den gemeenteraad of », alsmede de woorden : « reeks of ».

ART. 52 tot 61. — De artikelen 52 tot 61 vervallen.

ART. 62. — Au deuxième alinéa, les mots : « comme aux élections pour la désignation des conseillers communaux supplémentaires », sont supprimés.

Au troisième alinéa, la partie finale, à partir des mots : « L'absence à une élection... », sont remplacés par la disposition suivante :

« L'absence à une élection communale succédant à une absence à une élection provinciale ou générale, ne constitue pas le délinquant en état de récidive. »

ART. 64. — Au premier alinéa, les mots : « comme aux élections pour la désignation des conseillers communaux supplémentaires », sont supprimés.

ART. 70. — Le dernier alinéa est supprimé.

ART. 75. — Le dernier alinéa est supprimé.

ART. 76. — Le dernier alinéa est supprimé.

ART. 77. — Cet article est supprimé.

ART. 79. — Cet article est supprimé.

ART. 82. — Cet article est remplacé par la disposition suivante :

« Les membres du corps communal sortant lors du renouvellement ordinaire ou d'un renouvellement extraordinaire à la suite d'une dissolution des conseils communaux et les démissionnaires restent en fonction jusqu'à ce que les pouvoirs de leurs successeurs aient été vérifiés.

ART. 84. — Le dernier alinéa est supprimé.

ART. 62. — In het tweede lid, worden de woorden : « evenals op de verkiezingen voor de aanwijzing der toegevoegde gemeenteraadsleden » weggelaten.

In het derde lid, wordt de slotzin : « De afwezigheid bij eene verkiezing... » vervangen door de navolgende bepaling :

« De afwezigheid bij eene gemeenteverkiezing, volgende op eene afwezigheid bij eene verkiezing voor de provincie of voor de Kamers, stelt den overtreder niet in staat van hervalling. »

ART. 64. — In het eerste lid, worden de woorden : « evenals op de verkiezingen voor de aanwijzing der toegevoegde gemeenteraadsleden » weggelaten.

ART. 70. — Het laatste lid vervalt.

ART. 75. — Het laatste lid vervalt.

ART. 76. — Het laatste lid vervalt.

ART. 77. — Dit artikel wordt weggelaten.

ART. 79. — Dit artikel wordt weggelaten.

ART. 82. — Dit artikel wordt vervangen door de navolgende bepaling :

« De leden van het gemeentekorps, aftredende bij de gewone vernieuwing of bij eene buitengewone vernieuwing wegens ontbinding van de gemeenteraden, alsmede de ontslagnemers blijven in bediening totdat de geloofsbrieven hunner opvolgers zijn goedgekeurd ».

ART. 84. — Het laatste lid vervalt.

ART. 3.

Les instructions pour l'électeur, visées à l'article 16, sont modifiées comme suit :

2. L'électeur peut voter pour candidats au Conseil communal [savoir : pour la section de ; pour la section de ; etc. (1)].

3. Au premier alinéa, les mots : [pour chaque section (1)] sont supprimés.

Le troisième alinéa est supprimé.

5. Cette disposition est remplacée par la suivante :

« L'électeur, sur remise de sa lettre de convocation, reçoit un bulletin des mains du président. Après avoir arrêté son vote, il lui montre son bulletin, plié en quatre à angles droits, le timbre étant à l'extérieur, et il le dépose dans l'urne après avoir fait estampiller sa lettre de convocation par le président ou par l'assesseur délégué ; puis il sort de la salle. »

6. Les mots : « ses bulletins », sont remplacés par : « son bulletin ».

8. Après les mots : « et soldats », est intercalée la phrase suivante : « qui ne faisaient pas partie de l'armée avant le 12 novembre 1918 ».

ART. 4.

Le Gouvernement fera coordonner les dispositions de la présente loi avec celles des lois des 11 avril 1895 et du 12 septembre 1895 qui restent en vigueur.

ART. 3.

De bij artikel 16 bedoelde onderrichtingen voor den kiezer worden gewijzigd als volgt :

2. De kiezer mag stemmen voor kandidaten voor den gemeenteraad [namelijk : voor de wijk ; voor de wijk ; enz. (1)].

3. In het eerste lid, worden de woorden : [voor elke wijk (1)] weggelaten. Het derde lid vervalt.

5. Deze bepaling wordt vervangen door den volgende tekst :

« Bij het afgeven van zijnen oproepingsbrief ontvangt de kiezer eenen stembrief uit handen van den voorzitter. Na zijne stemming te hebben uitgebracht, toont hij hem zijnen stembrief, rechthoekig in vieren gevouwen en met den stempel op de buitenzijde, en steekt hij hem in de bus na zijnen oproepingsbrief te hebben doen stemmen door den voorzitter of den afgevaardigden bijzitter ; daarna verlaat hij de zaal. »

6. De woorden : « zijne kiesbrieven » worden vervangen door de woorden : « zijnen stembrief ».

8. Na de woorden : « en soldaten » wordt het volgende ingevoegd : « die vóór 12 November 1918 geen deel uitmaakten van het leger ».

ART. 4.

De Regeering wordt gelast de bepalingen van deze wet samen te ordenen met die der wetten van 11 April 1895 en van 12 September 1895, welke van kracht blijven.

Le texte des dispositions coordonnées, formant les lois relatives à la formation des listes des électeurs communaux et aux élections communales sera inséré au *Moniteur*.

De tekst van de samengeordende bepalingen, welke de wetten op het opmaken van de kiezerslijsten voor de gemeente en op de gemeenteverkiezingen uitmaken, zal in het *Staatsblad* opgenomen worden.

MARQUIS IMPERIALI.

R. COLAERT.

H. CARTON DE WIAAT.

PAUL SEGERS.

MICHEL LEVIE.

NICOLAS GOBLET.

